
Bulletin d'histoire politique

Entre l'arbre et l'écorce : douze ans d'histoire militaire au Québec

Yves Tremblay



Volume 15, Number 3, Spring 2007

Les quinze ans du Bulletin d'histoire politique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054554ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054554ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Tremblay, Y. (2007). Entre l'arbre et l'écorce : douze ans d'histoire militaire au Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 15(3), 63–80.
<https://doi.org/10.7202/1054554ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Entre l'arbre et l'écorce : douze ans d'histoire militaire au Québec

YVES TREMBLAY

Historien

Ministère de la Défense nationale, Ottawa

En 1995, alors qu'il était une jeune revue frondeuse, le *Bulletin d'histoire politique* prenait le risque de publier un numéro spécial sur « la participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités ». De ce numéro spécial, l'historien canadien-anglais John English écrivait en 2006 qu'il « s'agit encore du meilleur compte rendu [sic] de la situation complexe relative à la participation à la guerre »¹ des Québécois. Rappelons que les articles du numéro provenaient d'un colloque tenu à l'automne 1994 au Collège militaire de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Colloque et numéro sont un moment de fondation. Pourquoi ? Robert Comeau expliquait dans son mot d'introduction qu'il fallait rompre le silence par lequel « notre littérature, notre cinéma, notre théâtre, toute notre culture en fait, observent la même discrétion sur notre participation à ces événements qui changèrent la face du monde ». Le camarade Comeau posait ensuite la question suivante : « Comment expliquer que jusqu'à tout récemment la question militaire soit restée un objet d'étude très marginal au sein de la communauté universitaire au Québec ? »².

Comme il le suggère en employant l'épithète « marginal », Comeau n'était pas sans savoir que dans la littérature, le théâtre et le cinéma, et dans l'historiographie, le champ n'était pas entièrement vierge. Il aurait fallu pourtant avoir des œillères pour ne pas comprendre que la récolte était indigente, en particulier que la contribution des universitaires était pour ainsi dire inexistante. De plus, la production alors disponible dénotait plus qu'un penchant pour l'apitoiement national, avec une insistance sur virtuellement un seul thème : les conscriptions. Pensons à *Tit-Coq*, à *Bonheur d'occasion*, roman et adaptation cinématographique, au télé-théâtre de Jean Provencher

sur Pâques 1918, etc. Quant à l'histoire militaire dans « nos livres d'histoire », pour citer à nouveau Comeau, ils « en parlent très peu et rares sont les études francophones sérieuses sur le sujet ». C'est à cela, *l'étude sérieuse de l'objet militaire* pour et par les Québécois et les autres Canadiens français que nous conviaient Robert Comeau et ses collaborateurs.

Voilà douze ans que l'appel a été lancé. Un douzième anniversaire, comme un quarante-sixième, ça se fête. C'est un moment aussi bon qu'un autre pour dresser un bilan, comme on dit, l'occasion d'un retour en arrière, histoire d'apercevoir les profondeurs d'où l'on partait et de suggérer quelques perspectives sur l'avenir après toutes ces années de combat. Les chercheurs ont-ils répondu à l'appel ? Leurs productions sont-elles à la hauteur des espoirs entretenus à l'époque ? Où va-t-on ?

L'ANCRAGE INSTITUTIONNEL

Comment peut-on évaluer les progrès de l'historiographie militaire au Québec depuis une douzaine d'années ? Soyons simpliste et allons-y d'abord avec quelques chiffres.

Depuis le colloque de 1994, le groupe d'initiateurs – l'Association québécoise d'histoire politique et l'équipe du *Bulletin*, des professeurs du Collège militaire de Saint-Jean maintenant exilés à Kingston, des historiens du ministère de la Défense à Ottawa et plus récemment les collaborateurs de la Chaire Hector-Fabre à l'UQAM – a réussi à tenir un colloque tous les ans, souvent avec des moyens de fortune. L'assistance est fidèle et, bon an mal an, en légère augmentation (une soixantaine d'auditeurs en novembre 2006). Il est particulièrement significatif que la moyenne d'âge des conférenciers soit dans la trentaine, une grande partie des communications étant livrée par des étudiants à la maîtrise et autres jeunes chercheurs. On pourra dire qu'en général les thématiques ont peu évolué, que certains thèmes reviennent, mais le champ était si mal défriché qu'il a bien fallu et qu'il faudra encore approfondir les sillons tracés par les pionniers.

Le petit appui institutionnel et la confiance de maisons d'édition sympathiques (Lux et Athéna principalement) avec l'appui discret de petites subventions venant du domaine public, ont permis l'édition des meilleures communications, de sorte que rien ne se perd ou presque rien.

Ce serait cependant trop flatter la vanité d'un groupe auquel le chroniqueur appartient que de limiter les progrès réalisés aux travaux issus de ce groupe. Car, heureusement, le public peut lire un peu d'histoire militaire en français dans le beau Dominion grâce à d'autres initiatives, publiques ou privées, chez VLB, chez Septentrion, au défunt Méridien et aussi grâce

aux publications officielles issues du ministère de la Défense. Côté revues, le *Bulletin d'histoire politique* demeure le principal canal. La *Revue d'histoire de l'Amérique française* publie de temps à autre un article d'intérêt en histoire militaire, mais le décompte reste somme toute faible depuis la fondation de la RHAF en 1947. La *Revue militaire canadienne*, périodique officiel d'affaires militaires intégralement bilingue, est très ouverte aux historiens universitaires, mais les francophones l'ont à peu près boudée jusqu'ici.

Il est difficile d'évaluer le nombre de mémoires ou thèses en cours, mais disons qu'un bon noyau d'étudiants existe à l'UQAM. Cependant, il y a toujours aussi peu de mémoires ou thèses en français au programme de War Studies du Collège militaire à Kingston, malgré la présence d'une masse critique de professeurs de langue française. L'Université d'Ottawa a quelques professeurs qualifiés en histoire militaire, mais les thésards ne s'y précipitent pas³. Dans les autres universités offrant des programmes d'histoire en français, l'histoire militaire est un animalcule qu'aucun professeur avec ou sans lunettes n'arrive à repérer.

Pas de progression géométrique donc, mais une progression arithmétique qui s'exprime d'abord dans le développement de canaux de diffusion. C'est sur ce plan de la diffusion que la situation semble avoir le plus favorablement évolué depuis une douzaine d'années.

Mais il y a là un hic. Pour que ces canaux demeurent ouverts ou deviennent plus accueillants, il faut que des travaux de qualité parviennent au seuil du marché ; les canaux doivent être alimentés.

Cela m'amène à considérer plus largement l'ancrage institutionnel. Il serait naïf de croire que les chercheurs pondent des travaux de qualité sans être assurés d'un minimum vital. Il serait tout aussi naïf, et faux, de penser que la progression notée plus haut a été le résultat de l'intérêt récent du milieu universitaire pour la recherche en histoire militaire. À vrai dire, les rattachements à des institutions universitaires francophones, donc en faisant abstraction de Desmond Morton à l'Université McGill, reste faible et fragile. La grande majorité des chercheurs francophones à plein temps sont des employés fédéraux œuvrant soit au Collège militaire de Kingston, soit à son antenne de Fort Saint-Jean (sur le Richelieu), soit au service de recherche historique du ministère de la Défense à Ottawa. Mais dans les universités, l'histoire militaire est toujours absente. À l'UQAM, la Chaire Hector-Fabre a pris le relais de l'action individuelle du professeur Comeau, mais le financement quinquennal de la chaire arrive à terme. À l'UdM, il semble que seul le professeur Paul Létourneau ait manifesté de l'intérêt, mais c'est un spécialiste de l'Allemagne contemporaine, et les quelques étudiants qu'il a intéressés aux sujets militaires travaillent naturellement sur des problèmes européens⁴.

Dans les autres grandes universités québécoises, la situation est pire⁵. Même si plusieurs d'entre elles ont dans leurs programmes des cours portant par exemple sur les conflits mondiaux, la réalité est que ces cours ne sont pas donnés avec une fréquence suffisante, s'ils le sont. Comme me l'expliquait il y a peu un professeur titulaire d'une grande université québécoise dont je tairai le nom, s'il y a une clientèle étudiante pour ce type de cours, plus nombreuse que certains le croient, il faut malheureusement compter avec les chers collègues de mon informateur, qui font de l'urticaire à l'idée de mettre à l'horaire un cours sur 14-18 ou sur 39-45.

Le test ultime en matière d'institutionnalisation est probablement la capacité à demander et à recevoir des subventions de recherches. À cet égard, en dehors du volet militaire de la Chaire Hector-Fabre et d'un programme de subventions accessibles seulement aux professeurs du Collège militaire de Kingston, des grenailles, la situation est peu édifiante. À ma connaissance, les grands organismes subventionnaires n'ont jamais financé l'histoire militaire en français au Québec, à part un petit nombre de bourses obtenues par quelques étudiants talentueux. Il y a peut-être un cercle vicieux à l'œuvre : pas de professeurs à l'université, pas de demandes de subventions, par conséquent pas de subventions, ni laboratoire ni programme de recherche systématique. Dans ce contexte, faire beaucoup avec peu est la seule démarche possible.

LES ORIENTATIONS DE RECHERCHE

Je parlais chiffres à l'instant. Ils procurent un sentiment de satisfaction qu'il ne faudrait pas exagérer. Une historiographie jeune a des problèmes de croissance, d'autant plus que son ancrage institutionnel, comme on vient de le voir, est minimal.

Pour comprendre d'où l'on est parti en 1995, il faut revenir un peu en arrière. Jusqu'aux années 1970, il n'y avait pas d'historiens militaires professionnels au Québec. Tous les historiens de cette pré-histoire militaire étaient des « amateurs », parfois éclairés, mais qui n'ordonnaient pas leurs recherches au sein d'un programme structuré et, évidemment, ne recherchaient pas l'assentiment de pairs comme les historiens professionnels le font lorsqu'ils sollicitent des subventions ou tentent de faire accepter un manuscrit dans une revue accréditée ou chez un éditeur universitaire. La plupart du temps, ces amateurs répondaient à des demandes ponctuelles, venant le plus souvent d'associations régimentaires. Du reste, peu de travaux sont publiés en français toute qualité confondue avant les années 1970, et on aurait du mal à mettre la main sur des livres d'histoire militaire en français avant cette date,

si l'on excepte les histoires régimentaires du 22^e Régiment. Aucune étude systématique n'existait en dehors de l'essai de Charles-Marie Boissonnault, qui couvre la période 1763 à 1945, laissant dans l'ombre un long avant et un riche après⁶. De surcroît, c'est le type même d'histoire édifiante qui ne nous apprend pas grand chose.

C'est dans ce contexte que survient le franc-tireur que fut Jean-Yves Gravel. Bien avant que sa politique éditoriale change, la maison Boréal Express avait accepté deux ouvrages novateurs mais modestes et qui, au fond, n'étaient pas bien étrangers aux programmes de recherche qui faisaient leur apparition dans les universités de l'époque. C'était en effet de l'histoire sociale déclinée sous une autre forme, à côté de l'histoire des travailleurs (ou plutôt l'histoire des syndicats), de l'histoire régionale et bientôt de l'histoire des femmes.

Dans ces titres parus tous deux en 1974, Gravel formulait ce qui a probablement été le premier programme systématique de recherche en histoire militaire au Québec. Il inscrivait ses travaux sous le parapluie de l'École des Annales. Dans le premier de ses livres, sur l'armée au Québec entre 1868 et 1900, il écrit que :

[L]'histoire de la violence doit marcher au pas des autres sciences humaines, car elle ne peut plus se limiter aux batailles. À l'exemple des sciences historiques en général qui ont connu un renouveau sans précédent, surtout en France avec les *Annales*, l'histoire militaire s'est aussi transformée pour inclure l'étude des mentalités, la psychologie collective, l'équipement mental, l'outillage culturel, les composantes de la société militaire. On reconnaît là l'éclairage de l'histoire sociale. Cette approche a surtout le grand mérite de tenir compte des « simples soldats », cette majorité silencieuse de l'armée, alors que l'histoire militaire traditionnelle favorise l'élite civile-militaire⁷.

Remarquez l'emploi du passé composé (« s'est transformée »). En fait, Gravel présentait l'état du renouveau produit par les nouvelles méthodes sous un jour particulièrement favorable. Il s'autorisait des contributions de Guy Pedroncini (sur les mutineries de 1917) et d'André Corvisier (sur l'armée de l'Ancien Régime finissant) pour annoncer que, grâce à la nouvelle approche, l'histoire militaire française était au seuil de la majorité scientifique. L'avenir immédiat allait lui donner tort, tant en ce qui concerne les progrès en France qu'au Québec. L'on sait maintenant que le renouvellement de l'histoire militaire est plutôt passé par la Grande-Bretagne et les États-Unis avant de faire un retour hésitant en France au début des années 1990⁸.

Gravel n'était d'ailleurs pas dupe de son optimisme. L'annonce prématurée d'une nouvelle historiographie était plutôt un appel en faveur d'une

ouverture à l'histoire militaire des milieux universitaires québécois. Gravel savait que tout restait à faire, comme le montre la liste des domaines de recherches qu'il proposait :

La politisation de la milice canadienne reste à étudier pour les comtés et les municipalités, au niveau des officiers responsables d'un district militaire comme Casault, Lotbinière-Harwood, Duchesnay, etc., et au niveau des commandants de bataillon, souvent députés eux-mêmes, et qui utilisent leurs soldats à des fins électorales.

On reconnaîtra là des préoccupations qui ne sont pas loin de l'histoire sociale québécoise des années 1970-1980. C'est finalement une approche par classes sociales. Quelques travaux ont été publiés sur ces sujets, au moins pour la période précédant l'étude doctorale de Gravel⁹, l'après 1900 étant un terrain à peu près vierge.

Gravel poursuit sur sa lancée :

Dans le cas des deux guerres mondiales, il faudrait analyser les répercussions de la guerre sur la société, son impact sur l'économie, la démographie ou la littérature ; il y aurait aussi la vie des civils pendant la guerre, le travail de la femme, le rationnement ; dans quelle mesure les mœurs ont été modifiées pendant et après la guerre avec le retour des soldats ; comment les civils voyaient les militaires, etc.

Au paragraphe suivant, il suggère d'ailleurs des sujets de thèses, d'articles ou de livres qui permettraient de donner des réponses complexes et nuancées aux problèmes qu'il vient d'énumérer :

Parmi d'autres sujets possibles, mentionnons la place du soldat dans le roman « canadien » ; la militarisation de la jeunesse avec les corps de cadets ; l'histoire « non officielle » du Royal 22^e Régiment et de quelques unités de milice caractéristiques ; l'historiographie militaire ; les femmes en uniforme ; et enfin une étude d'ensemble des francophones dans les Forces armées canadiennes. De quoi occuper des historiens pendant quelques générations.

Les premiers objets de recherches et sujets de thèse de ces listes ont reçu des réponses ou des débuts de réponses¹⁰, de même que certaines questions historiographiques – le *Bulletin d'histoire politique* a joué là un rôle vital, on l'a vu et on le verra. On trouve maintenant des travaux sur la place des francophones dans les Forces canadiennes¹¹ ainsi que sur les femmes¹². Évidemment, à cause des difficultés inhérentes à la production d'histoires régimentaires sans l'appui des régiments, la suggestion de réaliser des histoires « non officielles » d'unités est restée lettre morte. Quant à la représentation du militaire dans le civil, ce qui est la question centrale, elle n'a pas encore été

étudiée au Québec pour elle-même, alors que le Québec pourrait être un terrain fécond pour ce genre d'étude, étant donné le rapport spécial au militaire qu'on y a. À cet égard, si Louis Brosseau et Béatrice Richard ont ouvert la voie, il reste qu'ils travaillaient sur des objets bien circonscrits¹³. Pourquoi ne pas attaquer directement le problème, par exemple en s'intéressant au recrutement en temps de paix et en temps de guerre, plutôt que de s'acharner sur les conscriptions de 1917-1918 et de 1940-1945, un angle d'attaque stérilisant ?

Dans la liste de Gravel, il y a évidemment toute une catégorie d'objets qui sont occultés, le même genre d'objets que se refusent obstinément à aborder les chercheurs québécois d'après Gravel : pour caricaturer, qualifions de « militarisante » cette catégorie peu fréquentée d'histoire militaire. À ce sujet, il n'est pas inintéressant de noter que ce contempteur de l'histoire traditionnelle a fait l'expérience de l'archi-traditionnel genre de l'histoire militaire : l'histoire régimentaire¹⁴. Hors les histoires des régiments québécois, tous étudiés, au demeurant fort variables en qualité, les Québécois ne se frottent pas souvent au militaire militarisant, c'est le moins que l'on puisse dire. Les mémoires et autres récits personnels¹⁵ font tout aussi souvent défaut.

Vers 1990, il semblait y avoir espoir de réaliser le programme défini en 1974. Malheureusement, ces quelques avancées étaient le résultat de l'initiative d'une poignée d'individus se reposant sur une seule institution : le ministère de la Défense. Dans l'université, la réponse a été nulle. Quand on y pense, il est ironique que le programme de Gravel ait commencé à connaître sa réalisation grâce à « l'ennemi séculaire ».

Au-delà d'une approche à renouveler, il fallait mieux asseoir institutionnellement l'histoire militaire. Les approches se renouvellent s'il y a des individus pour porter les nouveautés. Dans le domaine de l'histoire professionnelle, cela passe obligatoirement par la formation de jeunes chercheurs, et donc par les facultés de sciences humaines. Il n'est pas suffisant qu'un ministère, dont ce n'est pas la mission primaire¹⁶, porte tout le poids du progrès d'une branche des sciences humaines¹⁷. Et il y a un autre problème, comme on ne tardera pas à s'en rendre compte : la définition des projets de recherche.

*
* *

La tendance des recherches en histoire militaire au Québec est bien reflétée par les quatre numéros spéciaux que le *Bulletin* y a consacré au fil des ans. Outre le numéro spécial de 1995 qui fait figure d'acte fondateur et dont j'ai parlé plus haut, trois autres numéros spéciaux du *Bulletin* ont été consacrés à l'histoire militaire : deux avaient pour sujet les Rébellions de 1837-1838, en

1998 et en 2003 ; un autre (volume VIII, n° 2-3), en 2000 tient du bilan historiographique et présente des recherches alors en cours et dont certaines ont progressé depuis : la question des alliances amérindiennes (Alain Beaulieu et Jean-Pierre Sawaya), la milice du Bas-Canada (Roch Legault et Dominique Dion), la censure et la presse en temps de guerre (Claude Beauregard, Alain Canuel, Jérôme Coutard et Pierre Grégoire) pour mentionner quelques contributions.

Les deux numéros sur 1837-1838 sont particulièrement éclairants quant à l'évolution des approches en histoire militaire au Québec. Comme son nom l'indique, le *Bulletin d'histoire politique* avait été fondé pour donner de l'espace à l'histoire politique qui en manquait, étouffée qu'elle était par l'histoire sociale. Le numéro de 1998 (volume VII, n° 1) aborde donc les Rébellions sous l'angle d'une histoire politique en renouvellement, voire révisionniste. On y sent quelque chose d'autre, par exemple dans l'article de Jean-Marie Fecteau sur la mémoire des Rébellions, où Fecteau dénonce l'impuissance des historiens québécois à analyser pleinement l'histoire des échecs québécois, laissant le champ libre à un processus de folklorisation à finalité édifiante. On pourrait dire la même chose des aspects militaires des Rébellions. Fecteau engage aussi les chercheurs à renouveler l'étude des Rébellions par l'utilisation d'une grille d'analyse plus moderne¹⁸. Dans les articles qui suivent, Allan Greer et Yvan Lamonde apportent des contributions essentielles à ce renouvellement. En 2003 (volume XII, no. 1), l'angle d'attaque est résolument devenu celui des « représentations »¹⁹.

Par conséquent, sur le plan des approches, l'histoire militaire qui a récemment investi l'édition québécoise se place résolument dans une perspective historiographique contemporaine des recherches menées à l'université sur d'autres objets. Il y a là un sens aigu de l'à-propos. Malheureusement, certains sujets, trop de sujets, demeurent des tabous inviolés par les historiens du Québec.

En effet, les approches privilégiées par les Québécois canalisent la recherche dans des corridors bien définis en dehors desquels il n'y a guère de salut. À peu de choses près, tous les travaux québécois cités plus haut sont des travaux d'histoire sociale ou d'histoire culturelle. Les temps de guerre, et les militaires si jamais on s'y intéresse, sont toujours considérés sous des angles qui laissent des cônes d'ombre, d'où sont notamment exclues les activités idiosyncrasiques propres aux militaires, comme le fonctionnement de la bureaucratie militaire, l'acculturation à l'armée, l'entraînement militaire et plus encore le combat. Le paradoxe crève les yeux : dans la mesure où quelques historiens québécois prennent le risque (pour leur carrière) de fréquenter les zones de guerre, ils hésitent pourtant à les étudier dans leur globalité, puisque

cette globalité implique de toucher à des objets sur lesquels la Bien Pensante Université québécoise refuse de poser ses yeux de biche effrayée. Et c'est ainsi que malgré les progrès indéniables réalisés depuis douze ans, la question militaire demeure un objet d'études marginal, pour reprendre les mots employés par Robert Comeau il y a douze ans.

De sorte que la question posée par Béatrice Richard en 1995 n'a pas encore reçu une réponse satisfaisante : « Comment la société québécoise et ses élites, écrivait alors Richard, ont-elles sanctionné la mémoire des Canadiens français partis au front en 1939-1945 ? En surdéterminant la mémoire du “déserteur” par rapport à celle du combattant »²⁰.

Prenons un contre-exemple. Dans un livre récent sur le Canada et la Deuxième Guerre mondiale, Jeff Keshen, professeur à l'Université d'Ottawa, donne une ambitieuse synthèse de la guerre des Canadiens restés au pays. Pourtant, si on lit bien, on s'apercevra que Keshen ne conçoit pas le *home front* à l'exclusion du militaire ou en cantonnant le militaire à la marge. Dans un chapitre innovateur, Keshen étudie la « distance psychologique » entre ceux qui sont demeurés au pays et ceux qui sont partis au front, y compris les tensions qui en résultent²¹. Il donne un aperçu où le Québec n'apparaît pas, bien que sur d'autres sujets le Québec soit abordé dans son livre. C'est tout à fait là un résultat de l'absence d'études québécoises sur lesquelles Keshen aurait pu s'appuyer. Il conclut son chapitre en remarquant que les choses se sont plutôt bien raccommodées à la fin de la guerre, que les démobilisés se sont réintégrés sans trop de difficultés au milieu civil²². Pas la conclusion qu'on désirerait.

Dans un contexte qui a évolué mais qui est demeuré fondamentalement hostile, l'émergence de l'histoire militaire au Québec s'est fait en prenant autant que faire se peut les approches que les chercheurs de l'université choisissaient de privilégier au même moment. La stratégie a du mérite en ce qu'elle donne une chance aux chercheurs en histoire militaire de faire accepter l'étude du militaire dans un milieu prévenu contre eux.

Toutefois, il ne faudrait pas que l'histoire militaire qui s'installe au Québec soit écrasée entre l'arbre et l'écorce, entre l'arbre d'un milieu hostile et l'écorce d'analyses à la marge du militaire. L'hostilité de l'université n'est pas le seul danger ; l'approche peut aussi être étouffante par la sélectivité volontaire ou involontaire qu'elle induit.

Prenons un autre exemple. On a vu qu'une thématique qui a retenu l'attention au Québec est celle des femmes et de la guerre. Laissons de côté le sujet intéressant des femmes en temps de guerre et attardons-nous plutôt aux femmes dans les forces armées. Le problème ici n'est pas l'absence d'intérêt des historiens, au contraire, c'est qu'il porte sur une population militaire très

minoritaire. En fait, je crois qu'il est caractéristique que les chercheurs québécois n'envisagent généralement l'étude des militaires que par les marges. Est-ce une volonté de donner une voix à ceux et celles qui n'en ont pas eu, tout à fait comme on le voit maintenant à propos d'autres domaines de recherche en histoire ?

Je crois que non. Là-dessous se cache plutôt une gêne (ignorance ?) qui ne dit pas son nom. Pour en rester avec notre exemple, les infirmières sont un sujet bien étudié et ce depuis un certain temps déjà. Un des plus grands historiens officiels canadiens, le colonel G. W. L. Nicholson, a écrit un fort bon livre sur les infirmières militaires en 1975. Par la suite, plusieurs livres de témoignages sont parus. Par exemple, en 2000, le ministère de la Défense a commandité un ouvrage de 650 pages pour célébrer les femmes sous l'uniforme, où les infirmières tiennent une place importante. Il a fallu longtemps pour que des chercheurs québécois s'intéressent au sujet, mais c'est maintenant fait pour la Première Guerre mondiale²³. Il n'y a pas là une histoire occultée. Non, si les femmes militaires intéressent tant, c'est parce que cet objet a un air sympathique²⁴. Le projet est légitime, mais en l'adoptant à l'exclusion d'autres, on se cantonne aux marges du phénomène militaire. Il y a plus à explorer, immensément plus. On rêve d'une Joanna Bourke québécoise, dépistant nos peurs collectives là où la majorité bien pensante, universités comprises, se refuse à poser le regard. Dans ses maîtres-livres, cette chercheuse néo-zélandaise n'hésite pas à se frotter à tous les thèmes tabous des auteurs québécois, y compris le plaisir de tuer... ainsi que le fait que presque toujours les « ex-tueurs » retournent au civil sans devenir des traumatisés ou battre leur femme²⁵.

Prenons un autre exemple, parmi les favoris toutes catégories des auteurs de manuels québécois : la crise de la conscription de 1944. Bien que la loi l'ait permis depuis le 27 juillet 1942, la conscription pour service outre-mer n'est imposée aux jeunes Canadiens que le 23 novembre 1944, non sans que des unités de réserve se mutinent, francophones et anglophones à la même sauce²⁶. Sur les quelque 60 000 conscrits disponibles fin 1944, 16 000 sont désignés pour combattre en Europe de l'Ouest, dont 13 000 traversent l'Atlantique avant le 8 mai 1945. Seulement 2 500 de ces derniers servent dans un bataillon, pour 69 conscrits tués²⁷. Sur ces 2 500 Canadiens envoyés au front, on peut estimer que moins de 1 000 sont francophones²⁸. Est-ce surprenant, la conscription ayant réellement fonctionné pour moins de sept mois, du 23 novembre 1944 au 8 mai 1945 ? La question qu'il faut maintenant se poser est de savoir ce qu'on fait les *autres* Québécois sous l'uniforme en 1939-1945. Prenons, au hasard, ceux qui sont partis combattre outre-mer. Ils ont été pas mal nombreux, 55 000 francophones selon Gravel²⁹. Il y eut donc

un conscrit envoyé au front pour chaque tranche de soixante volontaires québécois !

Comment expliquer autrement que les manuels québécois radotent sur les conscriptions, celle de 1944 comme celle de 1917, pour laquelle on pourrait faire le même genre d'analyse ?³⁰ Il faudra beaucoup d'efforts avant que la présentation des conflits mondiaux changent dans les manuels, et cela ne se fera qu'à condition que les nouvelles recherches sortent des sentiers battus, sans quoi le mode radotage persistera.

Or rien ne condamne l'historien militaire à radoter. Gravel, toujours lui, écrivait en 1974 que les Archives publiques de l'époque conservaient « un mille de long » d'archives et qu'il y avait deux cents classeurs de quatre tiroirs au ministère de la Défense qui attendaient les chercheurs. Si je sais compter, cela fait plus de deux kilomètres de documents. Qui au Québec en a consulté seulement une boîte de trente centimètres ? Or il y en avait 7 000 boîtes en 1974 ! « Les bons sujets de recherche ne manquent pas, spécialement si on utilise ces documents avec une approche sociale »³¹, ajoutait Gravel. Depuis, des dizaines de mètres de documents jadis secrets ont été ouverts au public, des centaines de mètres d'autres documents se sont ajoutés du fait de nouveaux versements en provenance du ministère de la Défense, sans compter que les fonds privés se sont multipliés tant en dépôts publics que dans les musées militaires. Les archives britanniques, américaines, allemandes, belges, hollandaises et russes (les documents confisqués en 1945), et pas seulement les archives coloniales françaises, regorgent aussi d'information. Pléthore.

LES CHAMPS NON DÉFRICHÉS

Avec ces archives, tous les domaines possibles et imaginables de l'activité humaine peuvent être étudiés, par l'approche sociale ou autres, souvent dans les plus infimes détails. Je vais donner des exemples dans un moment.

Quelle que soit l'approche préférée, il n'y a aucune raison valable pour refuser de l'appliquer à l'ensemble de la population militaire, y compris les hommes en bonne santé et ayant réussi dans l'armée. Nous aurions également tort de croire que, à l'heure où elle est devenue le dada de l'heure des historiens de la B.P.U.Q., la pratique de l'histoire culturelle doit conduire à l'exclusion des objets « militarisants », comme l'histoire politique avait été la grande exclue au temps où l'histoire sociale conquérait l'université. Je ne sais trop si l'histoire se répète, mais il ne faudrait pas que l'histoire de l'histoire politique se répète dans le cas de la nouvelle histoire militaire.

Je ne voudrais pas terminer cet article du douzième anniversaire sur une note trop critique, puisque les progrès sont réels, les fidèles lecteurs du *Bulletin* le savent. Un peu comme Gravel l'avait fait en 1974, je prends le risque

ici de suggérer ce que je considère de bons sujets de recherche. Par exemple, dans un chantier d'anthropologie historique, on pourrait étudier la question de la diète des soldats, de la Nouvelle-France à 1953. En divisant par périodes, il y a là plusieurs maîtrises.

Le chantier biographique est immense. Il faudrait des études sur Champlain soldat, sur Iberville le Grand (reprendre le travail de Frégault à la lumière de l'historiographie récente), sur Bougainville en Nouvelle-France, sur le Chevalier de Lévis et sur Montcalm, sur Amherst et Murray (Wolfe est mieux connu), sur Robert Monckton, sur Colborne et sur des individus moins connus comme le colonel Henry Bouquet, un Suisse au service des Britanniques, expert dans la guerre contre les Amérindiens, sur Percy Girouard, un Montréalais au service de l'Empire britannique à fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, sur le général Fiset, médecin militaire et sous-ministre de la Milice, sur Maurice Pope, un général de la Deuxième Guerre mondiale, marié à la nièce d'Alexandre Taschereau et conseiller militaire de King, sur son fils, Harry Pope, que j'ai mentionné auparavant, et pourquoi pas sur Trudeau, qui entretenait des rapports pour le moins ambigus avec l'armée.

L'historiographie n'est pas non plus à dédaigner. Il y aurait beaucoup à dire sur le traitement de la guerre par les grands historiens québécois de Garneau jusqu'à Linteau, Durocher et Robert, sur la représentation de la guerre dans les manuels et toute une étude à faire sur Guy Frégault comme historien militaire.

La question des infrastructures laissées après les deux guerres mondiales est fondamentale, notamment celles du Plan d'entraînement aérien du Commonwealth britannique au Québec de 1939-1945 – le réseau des aéroports – ou encore les questions liées des dépenses militaires et du développement régional au XX^e siècle.

Et non le moindre, le vaste chantier des études sur les combattants de toutes les périodes, où tout est à faire ou à refaire, les approches ayant tellement changé depuis les temps où Gravel faisait figure de pionnier : l'évolution de la discipline, les démobilisations, l'hostilité de la Marine aux Canadiens français, les camps d'instruction militaire des deux guerres mondiales, etc. Car, comme l'a si bien dit Marc Bloch, notre maître à tous, « une guerre sans meurtre et sans danger, chacun se rend compte que cela n'a pas avec la guerre véritable beaucoup plus de rapport qu'avec la conduite d'une locomotive l'amusement d'un enfant à pousser sur le plancher un jouet de quarante sous »³².

CONCLUSION

Depuis 1994-1995, les progrès sont réels, mais cantonnés à d'étroits corridors. Les historiens militaires francophones auraient tort de croire que les canaux de diffusion dont ils profitent maintenant leur seront assurés dans l'avenir, car les tirages demeurent faibles. Un essoufflement thématique nous guette aussi si nous n'y prenons garde. On ne pourra éviter l'essoufflement et gagner une plus grande crédibilité qu'en adoptant des programmes de recherche ambitieux qui ne laisse aucune part d'ombre.

L'état de l'histoire militaire au Québec est le résultat de la nécessité de survivre dans un milieu hostile. Et je ne pense pas ici aux *Canadiens*. C'est plutôt que la question posée par Robert Comeau et à laquelle je réfèrais en début d'article n'a pas reçu de réponse satisfaisante de la part des universités. En conséquence, le programme de recherches est encore plein de trous, laissant en friche l'essentiel du champ d'investigation militaire. Je le répète, il y a eu certains progrès depuis 1994-1995, mais la remarque de Béatrice Richard sur les trous de la mémoire historique québécoise à propos de la Seconde Guerre mondiale³³, qu'on peut étendre à toutes les périodes, reste valable pour les éléments centraux de la vie militaire québécoise. Le travail ne manque pas.

*
* *

Résumons-nous : en douze ans, des progrès réels ont été accomplis, mais seulement sur une fraction des objets possibles. Et s'il y a plus de canaux de diffusion en 2007 qu'en 1995, sur le plan de l'institutionnalisation les avancées sont peu visibles. Cela rend fragile tout le reste.

L'histoire militaire n'est pas l'inintéressante histoire-bataille que certains s'imaginent encore. Elle ne doit pas être non plus une nouvelle histoire qui se cantonne à la périphérie du militaire. C'est trop souvent à ces deux termes qu'elle a été réduite dans la conscience des chercheurs québécois. Il y a là deux simplifications, deux erreurs scientifiquement insoutenables. Coincés entre l'arbre et l'écorce, les historiens militaires n'ont qu'à espérer que les choses changent pour le mieux avant le prochain article anniversaire, dans précisément trente-quatre ans.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. John English, *Trudeau, citoyen du monde, tome 1 : 1919-1968*, trad. de Suzanne Anfossi, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 2006, p. 464, note 21. English cite les articles de William R. Young (« Le Canada français et l'information publique pendant la Seconde Guerre mondiale »), Robert Comeau (« La tentation fasciste du nationalisme canadien-français avant la guerre, 1936-1939 »), Béatrice Richard (« La participation des soldats canadiens-français à la Deuxième Guerre mondiale : une histoire de trous de mémoire ») et Jacques Michon (« L'effort de guerre des éditeurs : l'Arbre et Fides, entre de Gaulle et Pétain ») sont « particulièrement intéressants », *Bulletin d'histoire politique*, III, n° 3-4 (printemps-été 1995).

2. *Ibid.*, p. 13.

3. Signalons pourtant la maîtrise de Martin F. Auger, *Prisoners of the Home Front : German POWs and « Enemy Aliens » in Southern Quebec, 1940-46*, Vancouver, UBC Press, 2006, xii-227 p. Une traduction devrait paraître en 2007. Serge Durflinger enseigne à l'Université d'Ottawa depuis trois ans. Sa thèse est aussi publiée par UBC (*Fighting From Home : The Second World War in Verdun, Quebec*, 2006, xvi-279 p.) Parfaitement bilingue, ces deux chercheurs écrivent surtout en anglais, un choix dicté par les possibilités de publication et de carrière. Dans le genre de l'histoire urbaine croisée avec l'histoire militaire, voir aussi les passages concernant Trois-Rivières dans Robert Rutherford, *Hometown Horizons : Local Responses to Canada's Great War*. Vancouver, UBC Press, 2004, xxiv-331 p. On aura compris que pour en connaître plus sur les rapports population québécoise/temps de guerre, il faille lire UBC Press.

4. L'un de ses étudiants a récemment publié un ouvrage qui contraste fortement avec la production québécoise habituelle : Benoît Lemay, *Erich von Manstein, le stratège de Hitler*, Paris, Librairie Académique Perrin, 2005, 558 p.

5. Plusieurs étudiants qui terminent leurs études avancées ou qui les ont terminées depuis quelques années ont fait le choix de McGill, de l'Université d'Ottawa ou d'une autre université canadienne pour échapper à l'ignorance et aux préjugés qu'ils vivaient dans les départements d'histoire du Québec français. Certains sont aujourd'hui des historiens reconnus.

6. *Histoire politico-militaire des Canadiens-français*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1967, 314 p. L'ouvrage n'aurait pas paru sans la contribution « accidentelle » de la Commission du Centenaire.

7. *L'armée au Québec (1868-1900) : un portrait social*, Montréal, Boréal Express, 1974, p. 8-9. C'est un dérivé augmenté de la deuxième partie de sa thèse de doctorat sur les Voltigeurs de Québec.

8. Laurent Henninger, « Le renouveau de l'histoire de la guerre », dans Jean-Claude Ruano-Bordalou, *L'histoire aujourd'hui*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions, 1999, p. 207-218.

9. Luc Lépine, *Les officiers de milice du Bas-Canada, 1812-1815*, Montréal, Société généalogique canadienne-française, 1996, 307 p. ; Roch Legault, *Une élite en déroute : les militaires canadiens après la Conquête*, Montréal, Athéna éditions, 2002, 202 p.
10. Dans l'ordre suggéré par Gravel : Béatrice Richard, « La deuxième Guerre mondiale dans l'imaginaire littéraire québécois : La Guerre ? No Sir ! », dans Serge Bernier (dir.), *L'impact de la Deuxième Guerre mondiale sur les sociétés canadienne et québécoise*, Ottawa, ministère de la Défense nationale, [1998 ?], p. 63-78 ; Robert Viau, *Le mal d'Europe : la littérature québécoise et la Seconde Guerre mondiale*, Québec, Publications MNH, 2002, 191 p. ; L. Lépine, *op. cit.* ; R. Legault, *op. cit.* ; Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain*, nouv. éd., Montréal, Boréal, 1989, 2 vol., les chapitres sur 1914-1918 et 1939-1945 ; Yves Tremblay, « La consommation bridée : contrôle des prix et rationnement durant la Deuxième Guerre mondiale » dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 4, printemps 2005, p. 569-607.
11. Le problème soulevé dans l'article de J.-Y. Gravel, « Le Québec militaire », *Le Québec et la guerre*, *op. cit.*, p. 77-108, est repris en détail dans la foulée du programme de bilinguisme officiel imposé aux Forces armées dans les années 1970, pour aboutir au travaux suivants : Armand Letellier, *Réforme linguistique à la Défense nationale : la mise en marche des programmes de bilinguisme, 1967-1977*, Ottawa, ministère de la Défense nationale, 1987, xx-258 p. ; Jean Pariseau et Serge Bernier, *Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes*, Ottawa, ministère de la Défense nationale, 1987-1991, 2 vol.
12. G. Auger et R. Lamothe, *De la poêle à frire à la ligne de feu : la vie quotidienne des Québécoises pendant la guerre '39-'45*, Montréal, Boréal, 1981, 232 p. Il faut y ajouter les études sur le Canada dans son ensemble pour bien voir que le sujet n'a pas été négligé, en commençant avec : Ruth Roach Pierson, *Les Canadiennes et la Seconde Guerre mondiale*, Ottawa, Société historique du Canada, 1983, 34 p. ; « *They're Still Women After All* » : *The Second World War and Canadian Womanhood*, Toronto, McClelland and Stewart, 1986, 301 p. Les publications officielles sont aussi d'un grand secours : Barbara Dundas, *Les femmes dans le patrimoine militaire canadien*, Montréal, Art Global, 2000, 157 p. ; Lisa Banister (dir.), *À la hauteur du défi : un recueil d'expériences vécues par les femmes au cours de la Deuxième Guerre mondiale*, 2^e éd., Ottawa, ministère de la Défense nationale, 2001, xx-638 p. Et pour un exemple récent du travail d'une jeune chercheuse, Mélanie Morin-Pelletier, *Briser les ailes de l'ange : les infirmières militaires canadiennes (1914-1918)*, Montréal, Athéna éditions, 2006, 189 p.
13. Louis Brosseau, *Le cinéma d'une guerre oubliée*, Montréal, VLB éditeur, 1998, 207 p. ; Béatrice Richard, *La mémoire de Dieppe : radioscopie d'un mythe*, Montréal, VLB éditeur, 2002, 207 p.
14. *Des soldats citoyens : histoire du Régiment de Trois-Rivières, 1871-1978*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1981, 153 p. On remarque le titre.

15. Parmi les plus valables : Charley Forbes, *Fantassin pour mon pays, la gloire et... des prunes*, Québec, Les éditions du Septentrion, 1994, 451 p., les meilleurs mémoires d'un officier québécois ; Jean Victor Allard, avec la collaboration de Serge Bernier, *Mémoires du général Jean V. Allard*, Ottawa, Éditions de Mortagne, 1985, 533 p., pour son ampleur ; et William Henry Pope, *Leading From the Front : The War Memoirs of Harry Pope*, Waterloo (Ontario), The Laurier Center for Military Strategic and Disarmament Studies, 2002, 248 p. Ce dernier livre a une histoire particulière. Harry Pope, ancien chef du NPD Québec, fut auparavant un courageux soldat et un brillant tacticien. C'était un anglophone du Québec, francophile et qui servait au 22^e Régiment. Il a écrit ses Mémoires en français, mais n'a pas trouvé d'éditeur francophone. De guerre lasse, il a lui-même traduit son ouvrage. Histoire très significative, n'est-ce pas ?
16. J'ajoute qu'il serait imprudent de ne compter que sur les francophones de la DHP, car cette petite boîte de recherche est totalement dépendante des priorités gouvernementales. Dans les années 1990, la DHP a failli disparaître dans la foulée des coupures Martin. Il est bien plus facile de supprimer une section historique gouvernementale qu'un programme de recherche universitaire, il ne faudrait pas l'oublier. La fragilité de l'histoire militaire en français au Canada n'est en que plus patente.
17. Le Collège militaire royal de Kingston a bien un programme de 2^e et 3^e cycles, les « War Studies », qui accepte les civils. Toutefois, collège et programme semblent intimider les Québécois, qui ne s'y inscrivent pas en masse, c'est le moins qu'on puisse dire.
18. « Lendemain de défaite : les rébellions comme histoire et mémoire », *BHP*, VII, n^o 1, automne 1998, p. 19-28.
19. Voir la présentation de Marie-Frédérique Desbiens, « Les Patriotes de 1837-1838 : modèles et représentations », *BHP*, XII, n^o 1, automne 2003, p. 9-15 ; et l'article qui suit de Lucie Robert, « L'art de transformer une défaite en victoire : la représentation des Rébellions dans le théâtre de Louis Fréchette », *ibid.*, p. 16-27.
20. « La participation des soldats canadiens-français à la Deuxième Guerre mondiale : une histoire de trous de mémoire », *op. cit.*, p. 383. Ce sont là les deux premières phrases de l'article.
21. *Saints, Sinners, and Soldiers : Canada's Second World War*, Vancouver, UBC Press, 2004, chap IX. À paraître en français chez Athéna éditions.
22. Ceci reste évidemment à vérifier dans le cas du Québec, mais j'arrive à des conclusions similaires pour un échantillon réduit de dix-neuf combattants québécois. Voir mon *Volontaires : des Québécois en guerre (1939-1945)*, Montréal, Athéna éditions, 2006, 144 p., l'analyse d'une enquête orale.
23. G. W. L. Nicholson, *Canada's Nursing Sisters*, Toronto, A. M. Hakkert, 1975, 272 p. ; L. Banister (dir.), *À la hauteur du défi*, *op. cit.* ; M. Morin-Pelletier, *Les ailes de l'ange*, *op. cit.* Les premières femmes à être incorporées furent les infirmières.

Ajoutons qu'encore plus que pour le cas des hommes, le volontariat féminin est massivement anglophone. Pour cette raison, l'historiographie des femmes militaires a un avenir limité au Québec.

24. À noter que la question des enfants en temps de guerre n'a pas encore retenu l'attention des chercheurs québécois, alors que chez les Européens les travaux commencent à se multiplier (Stéphane Audoin-Rouzeau, *La guerre des enfants 1914-1918*, 2^e éd., Paris, Armand Colin, 2004, 254 p. ; Lynn H. Nicholas, *Cruel World : The Children of Europe in the Nazi Web*, New York, Alfred Knopf, 2005, xix-632 p.) et que Keshen y consacre tout un chapitre dans son *Saints, Sinners, and Soldiers*.

25. *Dismembering the Male : Men's Bodies, Britain and the Great War*, Chicago, The University of Chicago Press, 1996, 336 p. ; *An intimate History of Killing : Face-to-face Killing in Twentieth-century Warfare*, Londres, Granta Books, 2000 (1999), xi-564 p.

26. Voir Reginald H. Roy, « From the Darker Side of Canadian Military History : Mutiny in the Mountains – The Terrace Incident », *Canadian Defence Quarterly*, vol. 6, n^o 2, automne 1976, p. 42-55. Roy prend soin de ne pas stigmatiser les conscrits québécois membres des Fusiliers du Saint-Laurent, le régiment de réserve de Rimouski. Encore une fois, une étude pionnière, un modèle de méthodologie par un chercheur anglophone, de Colombie-Britannique ici. L'affaire est à peu près ignorée des pauvres érudits de la B.P.U.Q.

27. Desmond Morton, *Une histoire militaire du Canada, 1608-1991*, Québec, Septentrion, 1992, p. 313. L'édition française n'a pas été rééditée avec les mises à jour qu'on trouve dans les rééditions anglaises.

28. J. Pariseau et S. Bernier, *Les Canadiens français et le bilinguisme, tome I*, p. 124, estiment que 37 % des 60 000 conscrits à l'entraînement fin 1944 étaient des francophones. En appliquant ce pourcentage aux 2 500 conscrits au front, on obtient le chiffre de 925 francophones.

29. « Le Québec et la Guerre », *op. cit.*, p. 87. Il s'agit d'une estimation conservatrice. Les chiffres sont difficiles à préciser parce que la notion de volontaire est variable selon le moment où l'on se situe (avant juin 1940, entre juin 1940 et juillet 1942, entre juillet 1942 et novembre 1944, et après cette dernière date) et parce que les statistiques officielles ne tiennent pas compte de la langue maternelle. Je pense pour ma part que le total excède de beaucoup l'évaluation de Gravel. À noter que le silence sur les combattants commence à être brisé. Outre mon *Volontaires, op. cit.*, on peut lire les témoignages rassemblés par Sébastien Vincent, *Laissés dans l'ombre : les Québécois engagés volontaires de 39-45*, Montréal, VLB éditeur, 2004, 284 p.

30. L'exemple de la conscription de 1944 est tiré d'une conférence donnée par l'auteur à l'Université de Montréal le 7 novembre 2006. J'y analyse aussi le cas de 1917.

31. *Le Québec et la guerre*, p. 20.

32. *L'histoire, la guerre, la résistance*, Paris, Éditions Gallimard (coll. « Quarto »), 2006, p. 472-473. L'un des buts de ce recueil est de rétablir pour la carrière de Marc Bloch l'importance centrale de son expérience de combattant des deux guerres

mondiales. L'originalité de son approche de la société et de l'économie rurale, son utilisation de techniques comme la photo aérienne, son intérêt pour les mentalités et les fausses nouvelles, en germe l'histoire culturelle d'aujourd'hui, s'expliquent en grande partie par cette expérience de combattant. Les annalistes des deuxième et troisième générations ont trahi Marc Bloch en refusant de faire le lien entre cette expérience et les apports novateurs de Bloch. Bloch était fier de ses faits d'armes et cela semble avoir gêné Febvre, Braudel et compagnie.

33. « La participation des soldats canadiens-français à la Deuxième Guerre mondiale : une histoire de trous de mémoire », *op. cit.*